

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 28 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 48

Nombre de votants : 59

Nombre d'absents excusés : 4

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : absent excusé et pouvoir Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : pouvoir Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°64-15

Direction Générale des Services Techniques - Service des Transports

Objet : Convention entre la CoVe et la Ville de Carpentras pour l'entretien portant sur la gare routière, le parking de la gare et le bassin de rétention du Pôle d'Échanges Multimodal de Carpentras

Conseil de communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°64-15

Direction Générale des Services Techniques - Service des Transports

Objet : Convention entre la CoVe et la Ville de Carpentras pour l'entretien portant sur la gare routière, le parking de la gare et le bassin de rétention du Pôle d'Échanges Multimodal de Carpentras

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L.5211-4-1,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu l'acte notarié du 24 juillet 2013, par lequel la CoVe a acquis la propriété de la parcelle cadastrée section CK n°690 constituant l'emprise de trois sites identifiés comme suit : la gare routière, le parking de la gare et le bassin de rétention.

Considérant la nécessité de prévoir la gestion et l'entretien de ces espaces intercommunaux,

Considérant les compétences de la ville de Carpentras en matière de propreté urbaine ;

Considérant que le recours aux prestations de la ville de Carpentras permettra de gérer l'entretien de ce site de manière plus efficiente et plus économe,

Vu le projet de convention partenariale définissant les obligations réciproques de la CoVe et de la ville de Carpentras,

Vu l'avis favorable de la commission transport en date du 23 mars 2015,

Entendu le rapport du Vice-président délégué au Transport,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Article 1 : APPROUVE la Convention entre la CoVe et la Ville de Carpentras pour l'entretien de la gare routière, du parking de la gare et du bassin de rétention du Pôle d'Échanges Multimodal de Carpentras, annexée à la présente délibération.

Article 2 : AUTORISE le Président à signer la convention et tous actes à cet effet.

Transmis en Préfecture le : **28 AVR. 2015**

Publication par affichage le : **28 AVR. 2015**

Exécutoire le : **28 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 28/04/2015

**CONVENTION D'ENTRETIEN
PORTANT SUR LA GARE ROUTIERE, LE PARKING VL,
ET LE BASSIN DE RETENTION**

**POLE D'ECHANGES MULTIMODAL – GARE DE CARPENTRAS
SIS AVENUE DE LA GARE ET BOULEVARD PASTEUR**

Entre

La Commune de Carpentras, représentée par Monsieur Serge Andrieu, Premier Adjoint au Maire en exercice, agissant en cette qualité en exécution des délibérations du Conseil Municipal en date du 4 avril 2014 portant élection du maire et de son Premier Adjoint et du 15 avril 2014 portant délégation de certaines attributions du Conseil Municipal à Monsieur le Maire en application des articles L 2122.21 et L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'arrêté municipal n° 2014.A.SCA.481 en date du 30 avril 2014 portant délégation de fonctions au Premier Adjoint en application des articles L 2122.18 et L 2122.21 du Code Général des Collectivités Territoriales. Et ici dûment habilité à cet effet par délibération en date du

d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe) représentée par , agissant par délégation de son Président en exercice, agissant en cette qualité en vertu de la délibération du Conseil de Communauté en date du 23 avril 2014 portant délégation d'attributions et d'une décision en date du ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Par acte notarié du 24 juillet 2013, la CoVe a acquis la propriété des parcelles cadastrées section CK n°690 constituant l'emprise de trois sites identifiés comme suit :

- la gare routière
- le parking de la gare
- le bassin de rétention.

OBJET DE LA CONVENTION

Dans un souci de qualité globale des espaces publics mais aussi d'efficacité, il apparaît nécessaire d'orienter l'entretien des sites de la gare, propriétés de la CoVe, vers une démarche cohérente et moins onéreuse. Pour ce faire, la présente convention a pour objet de confier à la Ville de Carpentras, qui les accepte, les attributions d'entretien courant et de nettoyage relevant normalement du propriétaire titré, à savoir la CoVe ; la commune de Carpentras exerçant déjà en régie la compétence nettoyage sur l'ensemble de son territoire.

La convention fixe les modalités d'intervention de la commune de Carpentras sur les trois sites de la gare, identifiés comme ci-dessus, et les conditions de facturation auprès de la CoVe.

ARTICLE 1 : MISSIONS A LA CHARGE DE LA COVE

- Sur les trois sites

L'entretien et le remplacement des clôtures mises en place dans le cadre des travaux séparant la propriété de la CoVe de l'emprise ferroviaire relevant de SNCF réseau, sont à la charge de la CoVe.

La CoVe, en tant que propriétaire, reste responsable des dommages, sinistres,... qui surviendraient sur sa propriété. S'agissant de l'entretien, de la réparation et de la maintenance des équipements de voirie, la CoVe reste seule gestionnaire en la matière.

S'agissant du mobilier urbain (bancs, poubelles, etc...), propriété de la CoVe, il appartient à cette dernière de souscrire les marchés publics afférents et en cas de dégradation, elle fera son affaire personnelle de leur réparation et de leur remplacement.

- Sur la gare-routière

La CoVe aura la gestion des totems placés sur le site (écrans, matériel de sonorisation...). Ces derniers seront achetés et remplacés par la CoVe, en cas de sinistre ou de dysfonctionnement. Par ailleurs, elle fera son affaire personnelle des abris-bus qui y seront installés (maintenance et remplacement), sans pouvoir solliciter la Commune de Carpentras.

- Sur le parking de la gare

La CoVe aura la charge des toilettes publiques qui y seront installées. Elle devra gérer leur maintenance et pallier à tout dysfonctionnement. En outre, en cas de problème avec les mâts positionnés sur le site, leur remplacement sera à la charge de la CoVe.

- Sur le bassin de rétention

Le bassin sera clôturé sur les parties accessibles, le reste faisant l'objet d'un traitement paysager par lisses en bois, conformément aux dispositions prévues dans le cadre le pôle d'échange multimodal. La CoVe devra assurer le bon état d'usage et le maintien de la clôture sur le site.

ARTICLE 2 : MISSIONS A LA CHARGE DE LA VILLE DE CARPENTRAS

- Sur les trois sites

La Ville devra souscrire les divers abonnements concernant les consommations électriques et en eau des sites qu'elle s'engage à supporter.

Par ailleurs, elle fera son affaire personnelle de l'entretien courant / maintenance des lampes et des candélabres présents sur les sites dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

Elle assurera la gestion des caméras positionnées sur les sites dans le cadre de la vidéo-protection. Enfin, elle aura à sa charge l'entretien des réseaux (eaux usées et eaux pluviales).

ARTICLE 3 : MISSIONS REFACTUREES A LA COVE PAR LA COMMUNE

- Missions refacturées dès l'ouverture des sites

La commune pourra gérer toutes tâches d'entretien et de balayage sur les-dits sites. Pour se faire, le service communal de nettoyage incluant des agents, du matériel et des machines, interviendra sur les sites pour :

- le balayage
- l'entretien des espaces verts (taille et tonte)
- l'entretien du mobilier urbain dont le remplacement se fera conformément aux dispositions visées ci-dessous.
- Le vidage des corbeilles à papier sur la base d'une fréquence de 2 passages par semaine, avec en sus, la fourniture des sacs transparents.

Concernant le bassin de rétention, il fera l'objet d'un entretien par les services techniques communaux qui réaliseront la tonte et le fauchage de l'espace vert reconstitué sur l'emprise du bassin de rétention.

- Modalités pratiques d'intervention

Dans les cas d'urgence motivés par la préservation de l'intégrité physique des personnes et/ou des biens ou en cas d'astreinte, la commune de Carpentras (les services techniques municipaux) se saisira d'office pour la mise en sécurité et la réalisation des opérations nécessitées. Elle rendra compte a posteriori de ses interventions à la CoVe à laquelle elles seront facturées.

Dans les cas d'interventions non urgentes dont le coût est inférieur à 4000 euros, les parties s'entendent pour se conformer aux dispositions prévues aux articles 1 et 2 de la dite convention.

Dans un souci de qualité globale des espaces publics mais aussi d'efficacité notamment dans les cas d'interventions non urgentes nécessaires :

- au fonctionnement des armoires électriques en cas de coupure de secteur,
- au fonctionnement des candélabres devenus impropres à leur usage,

dont le coût est égal ou supérieur à 4 000 euros, la commune de Carpentras prise en la personne de ses services techniques municipaux obtiendra préalablement la validation des services techniques communautaires, dans la limite des marchés publics souscrits par la CoVe et du budget afférent de celle-ci, dont les services techniques communaux devront avoir préalablement connaissance. En effet, la CoVe s'engage à communiquer aux services techniques communaux la liste des marchés publics souscrits et le montant du budget investissement pour une intervention optimisée et efficiente sur les sites gare routière, parking de la gare et bassin de rétention. Cependant, en l'absence de marchés publics souscrits, la CoVe fera son affaire personnelle des réparations à intervenir dans un cadre réglementaire, notamment s'agissant du mobilier urbain spécifique à la gare.

En cas de sinistre, la commune s'engage à en informer dans les meilleurs délais la CoVe, qui procède à sa déclaration auprès de sa compagnie d'assurance compétente en la matière.

- Missions refacturées après échéance de la garantie légale d'un an des entreprises

Après réception et au terme de la garantie annuelle couvrant l'ensemble des espaces verts, la Commune s'engage à effectuer tout l'entretien de ces derniers (taille, tonte...). Elle missionnera ses

services techniques et utilisera, pour ce faire, le matériel, les machines nécessaires à l'entretien. Si des plantations sont asséchées, les fleurs flétries, etc..., la commune pourvoira à leur remplacement.

- Coût et modalités financières et de calcul

La CoVe s'engage à rembourser à la Ville les frais d'intervention des services, du matériel et des machines sur le fondement de coûts unitaires de fonctionnement isolés par types de métier ou d'intervention.

La facturation est établie semestriellement par la Ville, semestre civil échu.

La CoVe mandate au profit de la Ville de Carpentras le montant de la facture dans un délai de 30 jours à réception de celle-ci.

S'agissant des modalités de calcul de la main d'œuvre, une facturation sur la base de justificatifs du coût réel du service accompli sera produite par la Ville.

ARTICLE 4 : INTERVENTIONS DE POLICE ET DE SECURITE

La CoVe autorise le service de police municipale à intervenir sur l'emprise dont elle est propriétaire concernant les infractions au code de la route, les dépôts sauvages et les interventions de Police et de Secours aux personnes, permettant de prévenir et de réprimer les désordres de toute nature qui pourraient s'y dérouler (déprédations, différends etc...).

ARTICLE 5: DUREE MODIFICATION ET RESILIATION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la réception des trois sites par la CoVe pour se terminer le 31 décembre 2015. A son échéance, elle est reconductible tacitement, pour une durée totale maximum de 3 ans, soit au plus tard le 30 décembre 2018.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 3 mois. Toute modification des conditions prévues dans la convention pourra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 : LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes, les parties s'engageant à trouver préalablement à toute saisine une solution amiable à leur différend.

Fait à Carpentras, le

Pour la Commune de Carpentras

Le Premier Adjoint

Serge Andrieu

**Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin**

Le Président

Francis Adolphe